

# JOURNAL OFFICIEL

## DE LA POLYNESIE FRANÇAISE

PARAISSANT LES MARDI ET VENDREDI

Matahiti 172  
N° 73 - Numera Hau**TE VE'A A TE HAU NO POLYNESIA FARANI**Mahana 12  
no Tetepa 2023

IMPRIMERIE OFFICIELLE — 43, rue des Poilus-Tahitiens - BP 117 - 98713 PAPEETE — Tél. : 40 50 05 80

**NUMERO COMPLEMENTAIRE**  
*au JOPF n° 73 du 12 Septembre 2023*

## SOMMAIRE

### PARTIE OFFICIELLE

#### ACTES DU POUVOIR CENTRAL

##### ACTES REGLEMENTAIRES DU HAUT-COMMISSAIRE

Arrêté n° HC 941 DMME/BRHT/tto du 11 septembre 2023 portant délégation de signature à Mme Marie Feucher, cheffe du service des affaires maritimes de Polynésie française. ....

Pages

20300

#### ACTES DES INSTITUTIONS DE LA POLYNESIE FRANÇAISE

##### ARRETES DU PRESIDENT DU GOUVERNEMENT ET DES MINISTRES

###### Présidence

Arrêté n° 577 PR du 28 juin 2023 portant modification des représentants de la Polynésie française au sein du conseil d'administration de la Caisse de prévoyance sociale. ....

20302

# PARTIE OFFICIELLE

## ACTES DU POUVOIR CENTRAL

### ACTES REGLEMENTAIRES DU HAUT-COMMISSAIRE

**ARRETE n° HC 941 DMME/BRHT/tto du 11 septembre 2023  
portant délégation de signature à Mme Marie Feucher,  
cheffe du service des affaires maritimes de Polynésie  
française**

Le haut-commissaire de la République  
en Polynésie française,  
officier de la Légion d'honneur,  
chevalier de l'ordre national du Mérite,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004  
modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie  
française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004  
complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française  
modifiée par l'ordonnance n° 2005-432 du 6 mai 2005 ;

Vu le décret n° 2005-1611 du 20 décembre 2005 pris pour  
l'application du statut d'autonomie de la Polynésie  
française ;

Vu le décret n° 2007-422 du 23 mars 2007 modifié relatif  
aux pouvoirs du haut-commissaire de la République, à  
l'organisation et à l'action des services de l'Etat en Polynésie  
française ;

Vu le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la  
gestion budgétaire et comptable publique ;

Vu le décret du 31 août 2022 portant nomination de  
M. Eric Spitz, haut-commissaire de la République en  
Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° ENV-000051574212 du 9 août 2023 portant  
changement d'affectation de Mme Marie Feucher,  
administratrice en chef de 2e classe des affaires maritimes,  
en qualité de cheffe du service des affaires maritimes de  
Polynésie française à compter du 11 septembre 2023 ;

Vu l'arrêté n° ENV-6705 du 5 août 2019 nommant et  
reclassant Mme Bianca Lestrade au grade de secrétaire  
d'administration et de contrôle de classe normale du  
développement durable ;

Vu l'arrêté n° ENV-0000050997 du 11 août 2020 affectant  
M. Mathieu Bernadet, ingénieur des travaux publics de  
l'Etat, en qualité d'adjoint au chef du service des affaires  
maritimes de Polynésie française à compter du 14 septembre  
2020 ;

Vu l'arrêté n° ENV-0000054848 du 12 août 2020 affectant  
M. Rémi Quilliot, administrateur principal des affaires  
maritimes, en qualité d'adjoint au chef du service des affaires  
maritimes de Polynésie française à compter du 9 août 2020 ;

Vu l'arrêté n° ENV-0000107260 du 29 juillet 2021  
affectant M. Augustin Blanquart, ingénieur des travaux  
publics de l'Etat, en qualité d'adjoint au chef du service des  
affaires maritimes de Polynésie française à compter du  
1er septembre 2021 ;

Vu l'arrêté n° ENV-000001500753 du 12 juin 2023  
affectant M. Régis Broucke, attaché principal  
d'administration, en qualité d'adjoint au chef du service des  
affaires maritimes de Polynésie française à compter du  
1er août 2023 ;

Sur proposition du secrétaire général,

Arrête :

Article 1er.— Délégation de signature est donnée à  
Mme Marie Feucher, cheffe du service des affaires maritimes  
de Polynésie française, dans le cadre de ses attributions, à  
l'effet de signer les actes suivants :

- tous actes et correspondances nécessaires au fonctionnement du service et à l'exercice de ses attributions, à l'exclusion des arrêtés et des correspondances de principe avec les élus et les administrations centrales ;
- l'engagement et la liquidation des dépenses de fonctionnement et d'investissement imputables sur le budget de l'Etat du ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie :
  - programme 205 "Affaires maritimes" titres 3, 5 (à l'exclusion des constructions, rénovations et achats d'immeuble) et 6 ;
  - programme 217 "Conduite et pilotage des politiques de l'écologie, du développement et de la mobilité durable" :
    - titre 2 "dépenses de personnel" concernant les agents affectés au service des affaires maritimes ;
    - titre 3 "politique et programmation de l'immobilier et des moyens de fonctionnement" ;
    - titre 6 "action européenne et internationale".

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Marie Feucher, la délégation de signature qui lui est consentie sera exercée dans les mêmes conditions sur sa décision par :

- M. Rémi Quilliot, administrateur principal des affaires maritimes, adjoint au chef du service des affaires maritimes de Polynésie française ;
- ou M. Mathieu Bernadet, ingénieur des travaux publics de l'Etat, adjoint au chef du service des affaires maritimes de Polynésie française ;

- ou M. Augustin Blanquart, ingénieur des travaux publics de l'Etat, adjoint au chef du service des affaires maritimes de Polynésie française ;
- ou M. Régis Broucke, attaché principal d'administration, adjoint au chef du service des affaires maritimes de Polynésie française.

Art. 2.— Délégation de signature est également consentie à Mme Bianca Lestrade, secrétaire d'administration et de contrôle de classe normale du développement durable, à l'effet de saisir et valider dans Chorus Formulaires les demandes d'achat, les demandes de subventions, les engagements juridiques hors marché, les constatations de service fait pour les dépenses du service des affaires maritimes de Polynésie française.

Art. 3.— L'arrêté n° HC 1465 DMME/BRHT/tt du 26 septembre 2022 portant délégation de signature à M. Edouard Weber, chef du service des affaires maritimes de Polynésie française, est abrogé.

Art. 4.— Le secrétaire général du haut-commissariat, la cheffe du service des affaires maritimes, le directeur des moyens et de la modernisation de l'Etat et la directrice de la réglementation et des affaires juridiques sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 11 septembre 2023.  
Eric SPITZ.

**ACTES DES INSTITUTIONS DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE****ARRETES DU PRESIDENT  
DU GOUVERNEMENT ET DES MINISTRES****PRESIDENCE****ARRETE n° 577 PR du 28 juin 2023 portant modification des représentants de la Polynésie française au sein du conseil d'administration de la Caisse de prévoyance sociale**

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 398 PR du 15 mai 2023 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1336 IT du 28 septembre 1956 modifié portant organisation et fonctionnement de la caisse de compensation des prestations familiales du territoire et des Etablissements français de l'Océanie ;

Vu la délibération n° 94-6 AT du 3 février 1994 modifiée définissant le cadre de la couverture sociale généralisée applicable aux résidents du territoire de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 94-19 AT du 10 mars 1994 modifiée portant administration du régime des non-salariés, notamment son article LP. 2 ;

Vu la délibération n° 94-20 AT du 10 mars 1994 modifiée portant institution du comité de gestion du régime de solidarité de la Polynésie française, notamment son article LP. 2 ;

Vu l'arrêté n° 1822 CM du 12 octobre 2017 modifié portant création d'un service dénommé "Agence de régulation de l'action sanitaire et sociale" (ARASS) ;

Vu l'arrêté n° 583 PR du 1er juillet 2022 modifié portant nomination des membres du conseil d'administration de la Caisse de prévoyance sociale de la Polynésie française ;

Vu la proposition de nomination du ministère de la santé, en charge de la prévention et de la protection sociale généralisée,

Arrête :

Article 1er.— L'article 1er de l'arrêté n° 583 PR du 1er juillet 2022 est modifié comme suit :

"Au titre des représentants qualifiés nommés par la Polynésie française :

Titulaires	Suppléants
M. Cédric MERCADAL	M. Yannis CERAN-JERUSALEM
M. Tevaiti POMARE	Mme. Sandra SHAN SEI FAN
Mme. Chantal GALENON	Mme Tehina AUDOIN
M. Vincent LAW	Mme Tatiana HART
M. James ESTALL	M. Daniel PALACZ

Art. 2.— Le ministre de la santé, en charge de la prévention et de la protection sociale généralisée, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux intéressés et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 28 juin 2023.  
Moetai BROTHERRSON.

Par le Président de la Polynésie française :  
*Le ministre de la santé,*  
Cédric MERCADAL.